

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} FÉVRIER 1905.

Projet de loi approuvant la Déclaration conclue, le 7-12 avril 1888, entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg au sujet de l'article 36 de la Convention des limites du 7 août 1843.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'exposé des motifs du projet de loi destiné à approuver le traité additionnel au traité de commerce du 6 décembre 1891, conclu entre la Belgique et l'Allemagne le 22 juin 1904, vous a fait part des conditions dans lesquelles le Gouvernement du Roi se trouve amené à soumettre à nouveau à l'approbation des Chambres législatives la déclaration intervenue le 7-12 avril 1888 entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, en ce qui concerne l'abrogation de l'article 36 de la convention des limites du 7 août 1843.

Comme vous le savez, la Chambre des Représentants avait été saisie, dans sa séance du 18 mai 1888, d'un projet de loi approuvant la déclaration dont il s'agit. Par suite du renouvellement intégral des Chambres qui eut lieu en vue de la revision de la Constitution, ce projet, qui n'avait pas été voté avant la dissolution, cessa de figurer à l'ordre du jour.

Un nouveau projet de loi, ayant le même objet, fut présenté au Parlement sous la date du 20 juillet 1892. La Chambre décida, au cours de l'année suivante, l'ajournement de la discussion, et la dissolution qui survint en 1894 eut, cette fois encore, pour effet de rendre le projet caduc.

L'examen, par le Parlement, de la déclaration du 7-12 avril 1888 nécessite donc la présentation d'un nouveau projet de loi. C'est ce projet que, après m'être assuré des dispositions actuelles du Gouvernement Grand-Ducal, j'ai l'honneur, Messieurs, de soumettre, d'après les ordres du Roi, à votre approbation. J'y joins le texte de l'exposé des motifs qui accompagnait le

projet de loi présenté par l'un de mes honorables prédécesseurs dans la séance du 18 mai 1888. Il est à remarquer que le droit sur les ardoises à l'entrée en Belgique, visé dans ce document, a été porté au chiffre de 4 francs par la loi du 12 juillet 1895.

Vous estimerez sans doute comme moi, Messieurs, que les circonstances dans lesquelles le nouveau projet vous est soumis rendent désirable qu'il soit mis en discussion en même temps que le projet de loi approuvant le traité additionnel du 22 juin 1904, mentionné plus haut.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

FAVEREAU.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre des
Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères
est chargé de présenter, en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Déclaration conclue, le 7-12 avril
1888, entre la Belgique et le Grand-Duché
de Luxembourg au sujet de l'article 36 de
la Convention des limites du 7 août 1843
sortira son plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 30 janvier 1903.

LEOPOLD II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOOTEN ET WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken
is gelast, in Onzen naam, bij de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te bieden,
waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De op 7-12 April 1888 tusschen België
en het Groothertogdom Luxemburg geslo-
ten verklaring betreffende artikel 36 van de
Overeenkomst voor de grensbepaling van
7^e Augustus 1843 zal hare volle en alge-
heele kracht hebben.

Gegeven te Laken, den 30^e Januari 1903.

LÉOPOLD.**PAR LE ROI :***Le Ministre des Affaires Étrangères,***VAN 'S KONINGS WEGE :***De Minister van Buitenlandsche Zaken,***FAVEREAU.**

DÉCLARATION

Le Gouvernement Grand-Ducal luxembourgeois, d'une part;

Estimant que l'art. 36 de la convention des limites conclue le 7 août 1843 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique, lequel est ainsi conçu :

« L'entrée et la sortie des ardoises, pierres d'ardoises brutes ou ouvrées, du » sable, de la chaux, du plâtre et des pierres à bâtir ou destinées à la construc- » tion et à l'entretien des routes, sont libres de tout droit de douane entre le » Grand-Duché et la province de Luxembourg », — a été abrogé par l'effet du traité de commerce conclu le 22 mai 1865 entre la Belgique et la Prusse, stipulant pour le Grand-Duché de Luxembourg et les autres États composant l'Union douanière allemande;

Et le Gouvernement belge, d'autre part;

N'admettant pas qu'une clause d'un traité de limites, de sa nature perpétuel, puisse être abrogée implicitement par une convention commerciale; mais reconnaissant toutefois que les considérations qui ont motivé la suppression de la loi belge du 6 juin 1839 s'appliquent également à la stipulation de faveur consacrée par ledit article 36;

Sont convenus de la déclaration suivante :

« L'article 36 de la convention du 7 août 1843 a cessé de produire ses effets dans l'un comme dans l'autre des deux pays. »

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent acte et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double, à Bruxelles, le 7 avril 1888, et à Luxembourg, le 12 avril 1888.

(L. S.) Le Prince DE CHIMAY.

(L. S.) ED. THILGES.

ANNEXE.

Exposé des motifs du projet de loi présenté le 18 mai 1888.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la Déclaration ci-jointe intervenue entre le Gouvernement belge et le Gouvernement Grand-Ducal luxembourgeois pour mettre fin à une divergence d'interprétation concernant un point de droit international.

Le texte de cette déclaration est suffisamment clair par lui-même; la question a, du reste, été exposée à la Chambre dans la séance du 29 juillet 1885, à l'occasion du rapport de la Commission permanente de l'industrie sur une pétition de la Chambre de commerce d'Arlon. Je me bornerai donc à indiquer brièvement les conséquences douanières qu'entraînera la suppression de l'article 36 de la convention des limites du 7 août 1843.

Jusqu'à présent les ardoises importées du Grand-Duché de Luxembourg en Belgique ont été admises librement à l'entrée; elles payeront à l'avenir le droit de 2 francs par 1,000 pièces, droit fixé par le traité franco-belge du 3 octobre 1881, dont les dispositions ont été rendues d'application générale en vertu de l'article 2 de la loi du 13 mai 1882.

Les autres produits énumérés à l'article 36 de la convention de 1843, à savoir : les pierres d'ardoises brutes ou ouvrées, le sable, la chaux, le plâtre et les pierres à bâtir ou destinées à la construction et à l'entretien des routes, continueront à être admis en Belgique en franchise de droits en vertu de notre tarif général des douanes.

Depuis 1881, les exportations d'ardoises du Grand-Duché en Belgique ont été en constante diminution, ainsi qu'il résulte du tableau suivant :

En 1881.	2,615,000 pièces.
En 1882.	1,753,000 —
En 1883.	1,471,750 —
En 1884.	1,495,500 —
En 1885.	1,380,500 —
En 1886.	736,900 —
En 1887.	480,700 —

Le droit de 2 francs n'aurait donc produit en 1887 que la minime somme de fr. 961.40.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Le Prince DE CHIMAY.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 FEBRUARI 1903.

Wetsontwerp goedkeurende de Verklaring op 7-12 April 1888 tusschen België en het Groothertogdom Luxemburg gesloten betreffende artikel 36 van de Overeenkomst voor de grensbepaling van 7 Augustus 1843.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Memorie van toelichting van het wetsontwerp tot goedkeuring van het toegevoegd verdrag aan het handelsverdrag van 6 December 1891, den 22ⁿ Juni 1904 tusschen België en Duitschland gesloten, geeft U te kennen onder welke omstandigheden 's Konings Regeering er toe genoopt wordt, de Verklaring op 7-12 April 1888 tusschen België en het Groothertogdom Luxemburg gesloten betreffende de intrekking van artikel 36 van de overeenkomst voor de grensbepaling van 7 Augustus 1843, andermaal aan de goedkeuring van de Wetgevende Kamers te onderwerpen.

Het is U bekend dat, op de vergadering van 18 Mei 1888, bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers een ontwerp van wet aangeboden werd tot goedkeuring van bovenbedoelde Verklaring. Ten gevolge van de algeheele vernieuwing der Kamers, die met het oog op de herziening van de Grondwet plaats vond, stond dit ontwerp, waarover niet vóór de ontbinding gestemd werd, niet meer aan de dagorde.

Den 20ⁿ Juli 1892 werd het Parlement een nieuw wetsontwerp over hetzelfde onderwerp aangeboden. De Kamer besloot, in den loop van het volgend jaar, de bespreking te verdagen en de ontbinding van de Kamers in 1894 deed het ontwerp nog eens vervallen.

Het onderzoek, door het Parlement, van de Verklaring van 7-12 April 1888 brengt dus de aanbieding van een nieuw wetsontwerp mede. Ik heb mij van de tegenwoordige inzichten van de Groothertogelijke Regeering vergewist en ik heb de eer dit ontwerp, naar 's Konings bevelen, aan uwe goedkeuring

te onderwerpen. Ik voeg daarbij den tekst van de Memorie van toelichting die het wetsontwerp vergezelde, dat door een mijner achtbare voorgangers ter vergadering van 18 Mei 1888 aangeboden werd. Er valt aan te merken dat het in bedoeld stuk bedoeld recht op den invoer van schaliën in België, tot 4 frank verhoogd werd bij de wet van 12 Juli 1863.

Ongetwijfeld zult Gij, Mijne Heeren, mijne meening deelen, dat de omstandigheden waarin het nieuw ontwerp U voorgelegd wordt, vergen dat het besproken worde samen met het ontwerp van wet tot goedkeuring van hoogerbedoeld toegevoegd verdrag van 22 Juni 1904.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

FAVEREAU.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des
Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères
est chargé de présenter, en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Déclaration conclue, le 7-12 avril
1888, entre la Belgique et le Grand-Duché
de Luxembourg au sujet de l'article 36 de
la Convention des limites du 7 août 1845
sortira son plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 30 janvier 1905.

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken
is gelast, in Onzen naam, bij de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te bieden,
waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De op 7-12 April 1888 tusschen België
en het Groothertogdom Luxemburg geslo-
ten verklaring betreffende artikel 36 van de
Overeenkomst voor de grensbepaling van
7ⁿ Augustus 1845 zal hare volle en alge-
heele kracht hebben.

Gegeven te Laken, den 30ⁿ Januari 1905.**LÉOPOLD.**

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Buitenlandsche Zaken,***FAVEREAU.**

VERKLARING.

De Regeering van het Groothertogdom Luxemburg, eenerzijds;

Van gevoelen zijnde dat artikel 36 van de overeenkomst voor de grensbepaling op 7 Augustus 1843, tusschen het Groothertogdom Luxemburg en België gesloten, luidende als volgt :

« Schaliën, ruwe of bewerkte schaliesteen, zand, kalk, pleister, bouw-
» steenen en steenen tot het aanleggen en onderhouden van wegen worden
» vrij van alle tolrecht in- en uitgevoerd tusschen het Groothertogdom en
» de provincie Luxemburg » — ingetrokken werd uit kracht van het
handelsverdrag op 22 Mei 1865 gesloten tusschen België en Pruisen, hande-
lende voor het Groothertogdom Luxemburg en de andere Staten, die het
Duitsch tolverbond uitmaken;

En de Belgische Regeering, anderzijds,

Die niet aanneemt dat eene schikking van een verdrag tot grensbepaling,
dat uit zijn aard eeuwigdurend is, stilzwijgenderwijs ingetrokken wordt
door eene handelsovereenkomst; doch erkent dat de beschouwingen die aan-
leiding gaven tot intrekking van de Belgische wet van 6 Juni 1839 ook
gelden voor de gunstbepaling, toegestaan door voormeld artikel 36;

Zijn overeengekomen omtrent de volgende verklaring :

« Artikel 36 van de overeenkomst van 7 Augustus 1843 is niet meer van
kracht in het een noch het ander van beide landen. »

Ten blijke waarvan de ondergeteekenden deze akte hebben opgemaakt en
er het zegel van hun wapen op hebben afgedrukt.

In tweevoud gedaan te Brussel den 7^u April 1888, en te Luxemburg, den
12^u April 1888.

(L. S.) Le Prince DE CHIMAY.

(L. S.) Ed. THILGES.

AANHANGSEL.

Memorie van toelichting van het op 18 Mei 1888 aangeboden wetsontworp.

MIJNE HEEREN.

Ik heb de eer aan uwe goedkeuring voor te leggen bijgaande Verklaring, tusschen de Belgische Regeering en de Regeering van het Groothertogdom Luxemburg gesloten, om een einde te stellen aan een verschil van opvatting betreffende een punt van internationaal recht.

De inhoud van die Verklaring is door zich zelf duidelijk genoeg; het vraagstuk werd overigens in de Kamers toegelicht op de vergadering van 29 Juli 1885, naar aanleiding van het verslag door de Bestendige Commissie voor nijverheid uitgebracht over een verzoekschrift van de Handelskamer te Aarlen. Ik zal dus slechts in 't kort wijzen op de gevolgen welke de intrekking van artikel 36 van de Overeenkomst voor de grensbepaling van 7 Augustus 1845, in opzicht van tolwezen, zal hebben.

Tot dus verre waren de uit het Groothertogdom Luxemburg in België ingevoerde schaliën vrij van inkomrechten; voortaan zullen zij een recht betalen van 2 frank per 1,000 stuks; dat recht werd gesteld door het Fransch-Belgisch verdrag van 3 October 1881, waarvan de bepalingen algemeen van toepassing werden gemaakt krachtens artikel 2 van de wet van 15 Mei 1882.

De andere voortbrengselen, opgesomd in artikel 36 van de overeenkomst van 1845, te weten : ruwe of bewerkte schaliesteen, zand, kalk, pleister, bouwsteenen en steenen voor het aanleggen en onderhouden van wegen, worden, krachtens ons algemeen tolltarief, bij voortduring vrij van rechten in België toegelaten.

Sedert 1881 verminderde de invoer van schaliën uit het Groothertogdom in België gedurig, zooals blijkt uit de volgende tabel :

In 1881.	2,615,000 stuks.
In 1882.	1,753,000 —
In 1883.	1,471,750 —
In 1884.	1,495,500 —
In 1885.	1,380,500 —
In 1886.	736,900 —
In 1887.	480,700 —

In 1887 zou het recht van 2 frank dus maar de geringe som van fr. 961.40 opgebracht hebben.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
Le Prince DE CHIMAY.